

Récit

Bayou quitte ses fonctions, les écolos sous tension

Accusé de «violences psychologiques» sur son ex-compagne, le numéro 1 d'EE-LV a annoncé sa démission, lundi. Il a ensuite contre-attaqué via son avocate, accusant en creux Sandrine Rousseau et ses proches, sur fond de congrès, de mener une «croisade».



L'avocate de Julien Bayou, Marie Dosé, lors de la conférence de presse ce lundi à Paris. (Denis Allard/Libération)

Par [Charlotte Belaïch](#) et [Sacha Nelken](#)

Un grand déballage intime. C'est ce à quoi a dû se livrer l'avocate de Julien Bayou, **Marie Dosé**, pour expliquer la démission du secrétaire national d'Europe Écologie Les Verts (EELV), lundi aux aurores, accusé depuis plusieurs semaines par son ex-compagne de « *violences psychologiques* ». « *Julien Bayou a quitté ses fonctions pour pouvoir se défendre en toute liberté contre des accusations dont il ignore tout et les*

ragots qui gangrènent notre vie démocratique », a-t-elle affirmé lors d'une conférence de presse en fin de journée.

Dans un café parisien, l'avocate fait le récit d'une rupture difficile, survenue en novembre 2021, et le « *comportement fluctuant* » de l'ex-compagne de son client depuis, entre « *moments apaisés et moments de chantage* ». « *Nous détenons de nombreux éléments matériels qui en témoignent* », assure-t-elle, citant des messages menaçant Julien Bayou et lui prédisant une « *chute douloureuse* ». À propos de l'enquête menée par la cellule interne sur les violences sexuelle et sexistes d'EELV qui s'est saisie de l'affaire, Marie Dosé dénonce « *une procédure paralysante qui n'offre aucune garantie et ne respecte en rien le principe de la défense* ». « *Elle rendra une décision politique et donc biaisée* », attaque-t-elle. La pénaliste rappelle en outre que la « *violence psychologique* » reprochée à l'écolo est un terme flou qui ne caractérise rien de juridiquement tangible : « *Il y a des relations qui finissent mal, des tromperies, commente une proche de Bayou engagée dans le combat contre les violences sexuelles et sexistes. Julien est coureur. J'ai l'impression que c'est ce qui lui est reproché, ce qui n'est pas constitutif d'une infraction.*»

Déballage coordonné

Tout le petit monde de la gauche attendait cette conférence avec impatience. Le communiqué publié au petit matin annonçant sa démission a surpris jusque dans les rangs écolos. La semaine dernière, sa « *mise en retrait* » de la présidence du groupe écolo à l'Assemblée avait été discutée collectivement. « *Là, c'est une décision personnelle, personne n'était informé, assure un député EE-LV. Plusieurs d'entre nous ont essayé de communiquer avec lui ce week-end mais il a pris ses distances. Il est dans la tourmente.* »

Le secrétaire national des verts, élu député, devait passer la main lors d'un congrès prévu en décembre. Le règlement de son parti prévoit en effet que leur chef ne peut cumuler cette fonction avec celle de parlementaire. En déballant l'existence d'une enquête interne le visant, **Sandrine Rousseau** aura accéléré les choses. « *J'ai reçu chez moi très longuement une ex-compagne de Julien Bayou, elle était dans un état très déprimé, elle était très mal, elle a d'ailleurs fait une tentative de suicide quelques semaines après* », avait-elle raconté sur le plateau de l'émission *C à vous*, le 19 septembre, évoquant « *des comportements de nature à briser la santé morale des femmes* ».

Un déballage coordonné. Juste avant la réponse de Rousseau sur France 5, le collectif féministe Nous toutes – dont fait partie l'ex-compagne de Bayou – avait interpellé EE-LV sur Twitter sur la lenteur de l'enquête interne, ouverte en juillet. « *[Sandrine] sentait qu'une question allait lui être posée donc elle a demandé à l'ex de Bayou ce qu'elle pouvait dire, affirme une proche de la députée de Paris. On fait confiance au travail de la cellule mais l'intéressée voulait médiatiser. Ça a d'ailleurs accéléré les choses avec la mise en retrait de Bayou à l'Assemblée.* »

« Un peu vite en besogne »

Pourquoi vouloir « accélérer les choses », comme si la finalité était justement le retrait de l'écu, alors qu'une enquête interne était en cours ? Chez les écolos, la démarche de Rousseau a suscité l'agacement, sinon la colère. « *La cellule peut suspendre la personne concernée à titre conservatoire, là, elle a décidé de ne pas le faire* », soulignait-on au sein de la direction. Au-delà, c'est toute la gauche qui avouait sa perplexité face à la méthode. « *Si tout le monde commence à se mêler de tout... s'inquiétait un cadre socialiste. Mais Rousseau est intouchable sur ces sujets.* » Depuis l'affaire Quatennens de nombreux responsables murmurent, gênés, qu'il faut certes soutenir la libération de la parole des femmes, certes essayer de pallier l'inefficacité de la justice sur les violences sexuelles et sexistes mais ne pas oublier non plus quelques principes, parmi lesquels la présomption d'innocence, le droit de se défendre ou plus généralement le parti de la justice face aux tribunaux arbitraires des plateaux et des réseaux. « *On est un certain nombre de personnes engagées dans des milieux féministes et du genre à dire "on vous croit", à trouver que là, on va un peu trop vite en besogne. Ça m'inquiète un peu de voir quelqu'un tomber sans que les faits soient qualifiés et sans qu'il y ait la moindre enquête. J'ai peur que ce soit contre-productif pour le combat féministe* », explique une militante féministe. « *C'est un moment difficile mais il faut en passer par là si on veut nettoyer* », justifie une proche de Rousseau.

Au-delà du débat philosophico-politique sur le bien-fondé de ce « nettoyage », la promotrice de l'écoféminisme est suspectée de jouer le congrès d'EE-LV. « *Personne n'ignore que le congrès des écologistes se tient en fin d'année. L'ambition politicienne ne saurait justifier toutes les croisades* », a attaqué Marie Dosé pendant la conférence de presse. **Marine Tondelier**, élue municipale à Hénin-Beaumont et cadre de l'actuelle direction, fait figure de favorite. Tout l'été, elle a travaillé avec son collectif, la Suite, à la rédaction de 90 pages devant servir de base à la « *refondation du parti* ». Bayou est dans son camp. En face, **Mélissa Camara**, élue municipale à Lille, est considérée comme « *la candidate de Rousseau* », et défend une motion dénommée « la Force ». « *Je vois la ligne portée, celle de la présidentielle, je veux qu'on porte un truc plus radical, plus intersectionnel*, expliquait-elle à *Libération* la semaine dernière. *On ne peut pas rester un parti de CSP +, d'urbains. Il faut plus de LGBT, plus de racisés, plus de gens des quartiers populaires.* » Une entreprise de segmentation qui masque l'absence de clivage véritable. « *En général, le débat chez nous, c'est radicalité ou accompagnement, mais il a été surmonté : plus personne ne veut faire du Macron. C'est pareil pour la Nupes : personne ne dit on arrête, personne ne dit on se fait absorber donc tout le monde à intérêt à faire flou* », analyse un cadre EE-LV.

Sacrifier le collectif

En réalité, comme souvent, c'est une bataille entre individus qui se joue. En octobre, déjà, Rousseau racontait qu'elle voulait « *prendre le parti* ». La députée est revenue vers EE-LV il y a deux ans pour être candidate à la primaire écolo après trois ans de

retraite. En 2016, avec trois autres femmes, elle avait dénoncé les agressions sexuelles de **Denis Baupin**. Depuis, elle ne cesse de critiquer la direction, dont sa tête, Julien Bayou, qu'elle a tour à tour accusé de multiplier les obstacles sur le chemin de sa candidature à la primaire, d'avoir tout fait dans l'entre-deux tours pour qu'elle perde face à **Yannick Jadot** ou encore d'essayer de lui faire quitter le parti.

Rien qui ne s'appuie sur des faits. En revanche, nombre de cadres écolos l'accusent de sacrifier le collectif, sacré chez eux, pour mieux briller en individuel. Depuis son retour en politique, Rousseau nourrit les polémiques et s'en nourrit. Ça va du genre du barbecue à la revendication d'un « *droit à la paresse* ». Cela fait parfois du mal à la gauche, mais souvent du bien à sa notoriété. ♦